



DECLARATION COMMUNE MEDEF-BDI-BDA

Paris, le 17 mars 2017

Dans les prochains mois, des élections se tiendront en France et en Allemagne. Ces échéances sont capitales pour nos deux pays mais aussi pour l'avenir de la construction européenne.

Nos deux pays se sont pleinement engagés en faveur de l'intégration européenne. Ils doivent continuer à assumer cette responsabilité particulière pour renforcer et remobiliser l'Union dans un monde encore plus incertain et dangereux.

Ensemble, nous tenons à rappeler à toutes les forces politiques quelques vérités fondamentales : si nos concitoyens ont tiré un bénéfice considérable des échanges mutuels de biens, de services, de capitaux et aussi de personnes, c'est grâce à l'ouverture des frontières de l'espace Schengen, l'élargissement à l'est de l'Europe, et à l'intégration économique et monétaire dans la zone euro.

Notre avenir c'est plus que jamais l'Europe : une Union plus forte, avec une zone euro plus intégrée, capable de tenir son rang dans le monde et d'offrir à chaque citoyen un emploi et la perspective du progrès social.

Nos deux pays ont la responsabilité conjointe de protéger leurs citoyens, dans le cadre de leur coopération. En matière de défense, tout particulièrement, pour lutter contre le terrorisme. Toute menace contre un citoyen français constitue une menace pour un citoyen allemand et réciproquement. Il ne saurait y avoir de réponse à ces défis de sécurité sans une Europe unie et forte.

Aujourd'hui, nous demandons instamment à nos dirigeants politiques d'apporter une réponse forte aux défis intérieurs et mondiaux auxquels nous sommes confrontés. Car notre prospérité est doublement menacée : à l'intérieur de nos frontières par des mouvements populistes, et à l'extérieur par les bouleversements économiques et par enjeux de sécurité. La création d'emploi, le renforcement de la croissance et de la compétitivité, et le développement de l'innovation dans nos pays exigent l'intensification des réformes nationales. Des initiatives conjointes sont nécessaires, aussi bien que des actions au niveau européen. Après les élections, il sera indispensable que nos institutions politiques apportent le plus rapidement possible des réponses solides et cohérentes à ces défis.

Nous avons ainsi identifié six priorités :

1. Pour une stratégie de croissance inclusive et de compétitivité

La meilleure défense des principes démocratiques d'une société ouverte passe par une stratégie de croissance inclusive et de compétitivité des entreprises. Une économie sociale de marché équilibrée ne saurait s'appuyer sur des politiques de repli sur soi ni sur le populisme. Nous demandons à nos gouvernements de mettre en œuvre des mesures fortes pour une croissance inclusive qui assure l'emploi et la protection sociale pour nos concitoyens. L'emploi ne se décrète pas, il dépend de la prospérité des entreprises. L'Etat ne peut dépenser que ce qu'il a collecté, par l'impôt et par les contributions sociales, auprès des entreprises et des citoyens. Aussi, la priorité doit-elle aller aux politiques qui permettront à nos entreprises d'innover et de se développer.

2- Une économie ouverte sur le monde.

Nous sommes d'accord sur l'analyse : le libre-échange, la liberté d'investissement et l'intégration économique entre la France et l'Allemagne - mais aussi au niveau international-, ont été profitables à la société dans son ensemble. Aussi nous demandons aux responsables du G20 de mettre en œuvre leurs engagements pour une économie mondiale ouverte et pour résister à toutes les tentations protectionnistes, en particulier sur le commerce, l'investissement et la fiscalité. L'Europe demeure une puissance majeure dans le commerce mondial et l'investissement international. Nous sommes en faveur d'un agenda international ambitieux pour l'Union européenne qui permette la conclusion des négociations commerciales en cours et offre la possibilité d'en ouvrir de nouvelles. Ainsi, nous pourrions accéder à de nouveaux marchés et participer à l'élaboration des nouvelles règles du jeu de la mondialisation pour les années à venir. Nous sommes également préoccupés par les propositions en cours visant à instituer de nouvelles taxes et de nouveaux tarifs aux frontières qui pourraient perturber le commerce mondial et les chaînes de valeur des entreprises. C'est pourquoi nous devons renforcer la coopération internationale sur toutes les questions concernant la fiscalité.

3. Une coopération économique franco-allemande au bénéfice mutuel de nos deux pays et des Européens

Nous souhaitons une coopération plus étroite entre nos deux pays, qui sera aussi bénéfique pour l'Europe. Il s'agit d'inventer ainsi de nouvelles pistes pour notre prospérité future comme nous l'avons fait par le passé. Les économies française et allemandes sont intimement liées. Pendant plus de cinquante ans, chacun a été le premier partenaire commercial de l'autre. Après la seconde guerre mondiale, notre politique de réconciliation a ouvert la voie à six décennies fructueuses de coopération politique et d'intégration économique qui ont été déterminantes pour la construction européenne. Il ne saurait y avoir de protectionnisme à l'intérieur de l'Union ou vis à vis de l'extérieur. L'intégration dans le marché unique européen, tout comme le commerce et l'investissement international, ont créé des millions d'emplois en France et en Allemagne et dans le reste de l'Europe. Il existe des domaines privilégiés pour des activités et des efforts conjoints sur des projets d'avenir : dynamique industrielle, transformation digitale, modèles énergétique économes et compatibles avec la lutte contre le changement climatique. Les membres de nos organisations travaillent sur des projets communs pour offrir de nouveaux services numériques à nos citoyens. Nous nous félicitons de la coopération efficace entre les plateformes *Industrie 4.0.* et

Industrie du futur et de l'initiative d'une zone test transfrontalière pour véhicules autonomes et connectés entre Merzig et Metz. Cette coopération bilatérale doit être développée de façon ambitieuse.

4. Des politiques industrielles et d'innovation renforcées pour des emplois d'avenir

Nous partageons la nécessité de renforcer, en France comme en Allemagne et dans le reste de l'Europe, des politiques industrielles et d'innovation. Il s'agit de lever les obstacles à notre croissance potentielle, de renforcer notre compétitivité et de créer ainsi des millions d'emplois rémunérateurs. Nous demandons à nos dirigeants d'avoir pour ambition de nous hisser au premier rang de la compétition mondiale. Pour cela, il faut construire le meilleur cadre possible pour les infrastructures physiques mais aussi administratives et juridiques. Nous savons disposer d'un environnement fiscal, financier et réglementaire favorable à l'activité. Il est enfin essentiel d'offrir à nos citoyens un système éducatif de qualité, qui permette l'acquisition des compétences rendues nécessaires par les nouvelles technologies. Une attention particulière doit être portée à l'investissement et l'innovation, dans chacun de nos pays comme au niveau européen. Nous demandons que l'agenda d'investissement de l'Union soit mis en œuvre sans délai.

5. Des réformes pour la stabilité et pour la convergence en Europe

C'est seulement par les réformes que nos pays pourront réduire leur dette souveraine et ainsi conserver leur capacité d'agir. Seule une véritable appropriation nationale de ces réformes rendra possible une consolidation budgétaire durable qui laissera davantage de marge de manœuvre à nos pays. C'est la condition préalable à la nécessaire convergence des économies européennes. Un équilibre gagnant-gagnant doit aussi être trouvé par nos deux pays pour assurer le respect intégral des règles du pacte de stabilité et de croissance ainsi que pour redresser les balances commerciales et de paiement au sein de la zone euro.

6. Perspectives d'emploi et progrès social

Nous insistons ensemble sur l'importance de faire mieux connaître auprès de nos concitoyens les perspectives d'emploi et de progrès social que l'intégration européenne, mais aussi la coopération franco-allemande, ont rendu possibles. A l'occasion des cinquante ans du Traité de l'Elysée, nous avons lancé une initiative conjointe des partenaires sociaux français et allemands, qui a débouché sur des recommandations et sur des projets tangibles en matière de formation professionnelle. Ils travaillent aujourd'hui ensemble sur une compréhension mutuelle des aspects sociaux de la numérisation et sur l'avenir du travail. Par ailleurs, notre projet conjoint *Erasmus apprentissage*, lancé en 2015 a permis des échanges d'apprentis entre grandes entreprises françaises et allemandes. En perspective du G20, qui se tiendra à Hambourg, et des recommandations que les employeurs du B20 leur adresseront à Berlin en mai, nous demandons avec force une initiative pour une meilleure prise en compte de la dimension sociale dans les institutions internationales.